

S M C F

Service du Contentieux

375CM 10/2

< 1943 - 1944 >

Dispositions applicables aux agents qui ont

travailler en Allemagne.

D.R.B

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1^{re} DIVISION

Réf.: P701/4

OBJET :

Agents de la S.N.C.F.
partant travailler
en Allemagne.

Paris, le 5 Février 1943.

M.M. les Chefs d'Arrondissement,

Je vous serais obligé de vouloir bien me signaler dès leur départ, à l'aide d'avis de mutation modèle C, les noms des agents du cadre permanent et des auxiliaires qui partent travailler en Allemagne.

En plus des renseignements prévus par l'imprimé, l'avis modèle C devra être complété par les indications suivantes :

- date à laquelle l'agent a quitté sa résidence,
- résidence d'emploi en Allemagne (adresse complète).

.....

Le retour de ces agents à la S.N.C.F. ainsi que le motif du retour devront également m'être signalés dans les mêmes conditions.

LE DIRECTEUR,
R. BARTH.

Objet : Les Directeurs de l'Exploitation des Régions
N.B. Les Directeurs des Services Centraux
N.B. Les Chefs des Services Régionaux (N.B. 1.1.1.1.1.1.)
N.B. Les Secrétaires des Services des Compagnies.

21/10/11

AVIS GÉNÉRAL

P 1

N° 2

1 cop. par Bureau
Approuvé par rectificatif n° 7 du 12.4/43

DISTRIBUTION		
P 1		
EX	MT	VB
1 à 4	1-2	1
11 à 14	11 à 49	10 à 13
18	64	31 à 33
21		
31	91 à 93	41-43
		57
		61-64
91 à 93		86-87
		91-92

Rectificatifs

**DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AGENTS
DE LA S.N.C.F.
QUI VONT TRAVAILLER EN ALLEMAGNE**

article 1 ♦

La présente Instruction concerne les agents (agents du cadre permanent ou auxiliaires) qui vont travailler en Allemagne et qui appartiennent à l'une des catégories suivantes :

1^{re} catégorie — Agents partis travailler à la Reichsbahn dans les conditions fixées par les Avis au Personnel des 10 octobre et 23 novembre 1942.

2^e catégorie — Agents partis travailler à la Reichsbahn avec l'assentiment de la S.N.C.F. (soit que leur démission ait été acceptée, soit qu'un congé de disponibilité leur ait été accordé), mais non dans les conditions fixées par les Avis au Personnel des 10 octobre et 23 novembre 1942.

3^e catégorie — Agents partis travailler en Allemagne ailleurs qu'à la Reichsbahn, mais avec l'assentiment de la S.N.C.F. (soit que leur démission ait été acceptée, soit qu'un congé de disponibilité leur ait été accordé).

La présente Instruction ne vise pas les anciens agents qui sont partis travailler en Allemagne :

- soit après révocation ou radiation des cadres ;
- soit alors qu'ils étaient suspendus, cette suspension ayant été suivie d'une révocation ou d'une radiation des cadres ;
- soit en rompant unilatéralement leur contrat de travail ;
- soit enfin, alors qu'après avoir quitté la S.N.C.F. pour quelque cause que ce soit, ils étaient occupés par un autre employeur.

Elle annule et remplace la Notice en date du 14 novembre 1942, intitulée « Conditions dans lesquelles certaines catégories d'agents vont travailler en Allemagne ».

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AGENTS DE LA 1^{re} CATEGORIE

A — AVANTAGES ACCORDÉS AUX AGENTS DU CADRE PERMANENT.

article 2 ♦ Indemnités et allocations.

L'agent du cadre permanent bénéficie pendant la durée de son détachement à la Reichsbahn :

1° — D'une indemnité d'éloignement égale à la moitié de la somme des valeurs mensuelles nettes (1) des éléments de rémunération énumérés ci-après dont l'agent aurait bénéficié s'il était demeuré en service à la S.N.C.F. dans sa résidence d'emploi, par application des conditions de rémunération qui étaient en vigueur à la veille de son départ :

a) Tous les éléments fixes et imposables correspondant au grade et à l'échelon de l'agent (traitement fixe, supplément de traitement et prime fixe mensuelle s'il y a lieu, indemnité spéciale temporaire majorée de la part correspondante de l'indemnité pour supplément de travail, etc.).

b) Si le grade de l'agent comporte l'octroi d'une prime de production ou de gestion, la valeur moyenne mensuelle des primes de cette nature réalisées pendant l'exercice précédant le départ de l'agent (du 1^{er} janvier au 31 décembre) par l'ensemble des agents de la Région et du Service titulaires du même grade que l'agent. Si les bases du calcul des primes ont été modifiées soit dans le cours de cet exercice, soit entre la clôture de cet exercice et le départ de l'agent, la moyenne des primes effectivement réalisées est ramenée à ce qu'elle eût été si les nouveaux taux avaient été en vigueur pendant tout l'exercice (2);

c) Si le grade de l'agent comporte l'octroi d'une prime de traction, la prime moyenne de traction dont les taux sont indiqués sous la rubrique « Catégorie I » au Chapitre III de l'Annexe IV au Fascicule II du Règlement du Personnel (page 257) (2).

2° — De la moitié de la prime de fin d'année dont il aurait bénéficié s'il était demeuré en service (3).

3° — De la totalité des allocations prévues par le Code de la Famille (allocation familiale proprement dite, allocation de salaire unique et, le cas échéant, complément d'allocation familiale attribué au titre de l'un des régimes transitoires du Code de la Famille (4)).

4° — De la moitié de l'allocation familiale supplémentaire (4).

L'indemnité d'éloignement et l'allocation familiale supplémentaire sont, si ce mode de calcul est plus avantageux pour l'agent, déterminées d'après le grade qui correspond à la fonction au titre de laquelle l'agent est allé travailler en Allemagne. La décision est prise par le Chef du Service Régional et notifiée à l'agent.

article 3 ♦ Avancement.

Pendant son absence de la S.N.C.F., l'agent continue à avancer en échelon et à être classé en vue de l'attribution des primes de fin d'année, des bonifications d'ancienneté et des chevrons comme s'il était demeuré en service.

Il conserve ses droits à l'avancement en grade.

En conséquence, l'agent inscrit à un tableau d'aptitude sera nommé au grade correspondant à l'époque où son tour de nomination se présentera.

L'agent ayant satisfait à un examen ou à un essai donnant accès à un emploi de début, sera nommé au grade correspondant à l'époque où sa nomination serait intervenue s'il était resté à la S.N.C.F.

♦ (1) Par valeur nette, on entend la valeur des éléments de rémunération, déduction faite des retenues pour la retraite (cotisation de 5 % et, le cas échéant, 1/12 des augmentations de traitement correspondant à des changements d'échelon ou d'échelle, mais à l'exclusion des 1/24 du traitement d'affiliation dont l'agent peut être encore redevable et qui sont déduits de l'indemnité d'éloignement dans les conditions indiquées au renvoi (1) de l'article 14).

♦ (2) Ces éléments sont définis de la même façon que lorsqu'ils sont considérés comme accessoires du traitement (voir article 24 du Fascicule II du Règlement du Personnel).

♦ (3) La prime à payer en fin 1942 sera déterminée comme si l'agent était resté en service à la S.N.C.F., et payée dans les conditions indiquées à l'article 14 ci-après.

♦ (4) Ces allocations sont attribuées dans les conditions prévues par le Chapitre XXVII du Fascicule II du Règlement du Personnel, compte tenu de la résidence d'emploi et de la résidence d'habitation de l'agent à la veille de son départ.

En outre, l'agent inscrit à un tableau d'aptitude pour un grade supérieur sera nommé à ce grade s'il correspond à la fonction au titre de laquelle l'agent part en Allemagne. Cette nomination sera faite même par dérogation au tableau d'aptitude. L'agent ainsi nommé conservera, lors de son retour à la S.N.C.F., le grade auquel il aura été nommé, sauf rétrogradation prononcée dans les cas et dans les formes prévues par la Convention Collective (1).

article 4 ♦ Stage d'essai, confirmation, commissionnement.

Le temps passé en Allemagne sera compté dans la durée du stage d'essai, mais l'agent ne pourra être confirmé ou commissionné et affilié à la Caisse des Retraites (avec effet rétroactif s'il y a lieu) que lorsqu'il aura repris son service à la S.N.C.F. et à la condition que la durée du stage d'essai effectif à la S.N.C.F. ait été d'au moins trois mois, tant avant son départ pour l'Allemagne qu'après sa reprise de service.

article 5 ♦ Droits à la retraite.

L'agent affilié à la Caisse des Retraites de la S.N.C.F. conserve ses droits à la retraite sans avoir à payer de cotisation. La S.N.C.F. verse à cet effet pour lui à la Caisse des Retraites une cotisation égale à 17/95 de la somme des éléments de rémunération comptant pour la retraite, dont la moitié représente l'indemnité d'éloignement définie à l'article 1^{er}, et du 1/12 de la prime normale de fin d'année correspondant au grade et à l'échelon de l'agent.

La S.N.C.F. verse également à la Caisse des Retraites, pour le compte des intéressés, la valeur du 1/12 de chaque augmentation annuelle de traitement correspondant à un changement d'échelon ou d'échelle.

article 6 ♦ Affiliation à la Caisse de Prévoyance.

L'agent affilié à la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F. y demeure affilié sans avoir à payer de cotisation. La S.N.C.F. verse à cet effet pour lui à la Caisse de Prévoyance les cotisations patronales et ouvrières correspondant au traitement pris en considération pour la détermination de l'indemnité d'éloignement.

B — AVANTAGES ACCORDÉS AUX AUXILIAIRES

article 7 ♦ Indemnités et allocations.

L'auxiliaire bénéficie pendant la durée de son détachement à la Reichsbahn :

1° — D'une indemnité mensuelle d'éloignement égale au salaire brut imposable dont il aurait bénéficié par application des conditions de rémunération qui étaient en vigueur à la veille de son départ, pour la moitié du nombre d'heures qu'il effectue normalement.

2° — De la totalité des allocations prévues par le Code de la Famille (allocation familiale, allocation de salaire unique et, le cas échéant, complément d'allocation familiale attribué au titre du régime transitoire), dans les mêmes conditions qu'un agent du cadre permanent.

article 8 ♦ Admissions au cadre permanent.

L'auxiliaire partant travailler en Allemagne et qui comptait un an de service à la S.N.C.F. au 15 septembre 1942 est admis au cadre permanent avec effet du jour de son départ, au grade correspondant à la fonction au titre de laquelle il part travailler en Allemagne, sous réserve qu'il remplisse les conditions d'âge et d'aptitude physique et professionnelle prévues au Fascicule III du Règlement du Personnel pour l'admission au grade qui doit lui être attribué.

♦ (1) La nomination ainsi effectuée ne réduit pas les possibilités d'avancement des agents restés en France. En effet, jusqu'à ce que tous les agents placés au tableau d'aptitude avant celui qui part en Allemagne aient été nommés, celui-ci sera conservé en surnombre dans son grade.

Il bénéficie des avantages prévus par les articles 2 et 6, ces avantages étant déterminés d'après sa situation d'agent à l'essai.

Le temps passé au service de la Reichsbahn est compté dans la durée du stage d'essai, mais l'intéressé ne pourra être confirmé ou commissionné et affilié à la Caisse des Retraites (avec effet rétroactif s'il y a lieu) qu'après avoir effectué lors de son retour un stage d'essai effectif d'un moins trois mois à la S.N.C.F.

C — DISPOSITIONS COMMUNES AUX AGENTS DU CADRE PERMANENT ET AUX AUXILIAIRES.

article 9 ♦ *Mode d'attribution des indemnités et allocations.*

Les indemnités et allocations prévues aux articles 2 et 7 ci-dessus sont attribuées à compter du jour du départ de l'agent pour l'Allemagne.

Dans la suite, il conviendra de s'assurer que l'agent travaille bien en Allemagne, par exemple en exigeant de la famille la production d'une carte ou d'une lettre de l'agent provenant de la résidence où il doit être employé en Allemagne.

A défaut des justifications prévues ci-dessus, le paiement de l'indemnité d'éloignement et des allocations familiales pourra être suspendu sur décision du Chef du Service régional.

article 10 ♦ *Modalités particulières à l'indemnité d'éloignement.*

L'indemnité d'éloignement doit obligatoirement faire l'objet d'une délégation ou servir à constituer un pécule suivant les modalités ci-dessous :

1° — S'il s'agit d'un agent marié avec enfant, la totalité de l'indemnité doit être déléguée au profit de la femme laissée au foyer ou de la personne qui a la charge des enfants au sens du Code de la Famille.

2° — S'il s'agit d'un agent marié sans enfant, la moitié au moins de l'indemnité doit être déléguée à la femme de l'agent. La part qui n'a pas été déléguée à la femme sera, au choix de l'agent, déléguée à toute personne qu'il désignera ou destinée à constituer un pécule qu'il percevra à son retour.

3° — S'il s'agit d'un agent célibataire, l'indemnité sera, au choix de l'agent, déléguée au profit de toute personne qu'il désignera ou destinée à constituer un pécule.

article 11 ♦ *Délégation de l'indemnité d'éloignement.*

La délégation prévue aux §§ 1° et 2° de l'article 10 en faveur de la femme laissée au foyer est acquise de plein droit et n'est pas subordonnée à un acte exprès du délégant. Au surplus, toute délégation consentie par le travailleur qui serait contraire aux dispositions de ce même article devrait être considérée comme nulle.

Toutefois, la délégation de droit ne bénéficie qu'à la femme demeurée au foyer et ne s'étend pas au cas de séparation de droit ou seulement de fait à moins que l'épouse séparée ne puisse invoquer une décision de justice lui accordant une pension alimentaire.

Réserve faite, le cas échéant, du montant de cette pension, il convient, en cas de séparation, de considérer la totalité de l'indemnité comme étant disponible et pouvant recevoir la destination prévue dans l'hypothèse où il s'agit d'un salarié célibataire.

article 12 ♦ *Pécule.*

Lorsqu'il y a lieu à constitution d'un pécule (voir article 10), les sommes affectées à ce pécule seront versées au fur et à mesure de leur mise en paiement sur un livret de caisse d'épargne pris au nom de l'intéressé.

C'est au Service auquel incombe la charge du paiement de l'indemnité qu'il appartient de demander l'ou-

verture du livret en la justifiant par la production de la déclaration écrite par laquelle l'intéressé fait connaître qu'il opte pour ce mode d'affectation des indemnités qui lui sont dues.

C'est également à ce Service qu'il appartient de conserver le livret du travailleur absent pour y effectuer régulièrement les versements prescrits.

Lors de la déclaration d'option en faveur du régime du pécule, les travailleurs bénéficiaires de l'indemnité d'éloignement doivent faire connaître s'ils désirent que le livret soit pris à la Caisse Nationale d'Epargne ou à une Caisse ordinaire. Au cas où, pour une raison quelconque, aucun choix n'aura été fait par le bénéficiaire (quand celui-ci par exemple se trouve déjà en Allemagne), le livret sera ouvert à la Caisse d'Epargne ordinaire du lieu où il exerçait son travail.

En raison de sa nature particulière, le livret de pécule n'est pas soumis aux règles édictées par la législation des Caisses d'Epargne concernant les doubles livrets et le maximum de dépôt. Toutefois, ce livret doit être considéré comme un livret ordinaire ne comportant aucune clause de remboursement spécial. Le titulaire peut donc, même durant son séjour en Allemagne, disposer de son livret dans les conditions du droit commun, notamment par procuration.

article 13 ♦ Modalités particulières aux allocations familiales.

Les allocations familiales visées aux §§ 3° et 4° de l'article 2 et au § 2° de l'article 7, sont obligatoirement payées à la personne qui a la charge des enfants.

Si la femme ou la personne qui a la charge des enfants exerce elle-même une activité rémunérée et peut de ce chef prétendre aux allocations familiales, il y a lieu néanmoins de payer par priorité les allocations dues aux pères. L'allocation de salaire unique n'est toutefois maintenue dans ce cas à la personne qui a la charge des enfants que si elle ne reçoit, à titre de salaire, qu'une somme inférieure au tiers du salaire moyen départemental correspondant à sa résidence personnelle.

article 14 ♦ Liquidation des comptes au départ de l'agent.

Les sommes susceptibles d'être dues par la S.N.C.F. à l'agent après son départ (reliquat de salaire, prime de fin d'année, etc.), doivent obligatoirement, comme l'indemnité d'éloignement, faire l'objet d'une délégation ou servir à constituer un pécule dans les conditions indiquées à l'article 10. Inversement, les sommes dont l'agent pourrait rester redevable (1) doivent être déduites de l'indemnité d'éloignement.

article 15 ♦ Impôt.

L'indemnité d'éloignement et la prime de fin d'année sont imposables; les allocations familiales ne le sont pas.

article 16 ♦ Facilités de circulation.

Pendant son absence de la S.N.C.F., l'agent conserve pour lui et sa famille ses droits aux facilités de circulation accordées aux agents demeurés en service. Sa famille conserve le droit de s'approvisionner aux économats de la S.N.C.F. et bénéficie des avantages prévus en faveur des familles d'agents en activité à la S.N.C.F.

article 17 ♦ Assurances sociales.

Les auxiliaires et les agents du cadre permanent affiliés au régime des Assurances Sociales restent affiliés à ce régime mais la S.N.C.F. n'a plus à verser de cotisations pour eux (ni ouvrière, ni patronale).

♦ (1) Notamment les 1/3 du traitement d'affiliation dont l'agent peut être encore redevable et qui sont déduits chaque mois de l'indemnité d'éloignement.

article 18 ♦ Imputation.

L'indemnité d'éloignement et les allocations familiales doivent être imputés au § 4 « Allocations au personnel détaché en Allemagne » de l'article 18 du Chapitre I de la nomenclature du budget d'exploitation (dépenses supplémentaires de guerre). Les cotisations visées aux articles 5 et 6 doivent être imputées au § 5 du même article.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AGENTS DES 2^e ET 3^e CATÉGORIES

article 19 ♦

L'agent parti depuis le 1^{er} juin 1942 est intégralement soumis au régime défini sous le Titre I de la présente Instruction, à compter du jour de son départ pour l'Allemagne ou à compter du 26 septembre 1942 si la date du départ est comprise entre le 1^{er} juin et le 26 septembre 1942.

L'agent parti avant le 1^{er} juin 1942 et dont le contrat de travail en Allemagne a été reconduit avant le 26 septembre 1942 est soumis au même régime à compter du 26 septembre 1942.

L'agent parti avant le 1^{er} juin 1942 dont le contrat de travail en Allemagne a été reconduit après le 26 septembre 1942 est soumis au même régime à compter de la date de la reconduction.

Paris, le 1^{er} mars 1943.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

**RECTIFICATIF N° 1.
A L'AVIS GÉNÉRAL**

P 1

N° 2

P

DISTRIBUTION			
P 1			
EX	MT	VB	
1 à 4	1-2	1	
11 à 14	11 à 49	10 à 13	
18	64	31 à 33	
21			
31	91 à 93	41-43	
		57	
		61-64	
		86-87	
91 à 93		91-92	

Il est prévu à l'article 5 de l'Avis Général P1 n° 2 que la S.N.C.F. verse pour le compte de ceux des agents partant travailler en Allemagne qui sont affiliés à la Caisse des Retraites, une cotisation égale à 17/95 de la somme des éléments de rémunération comptant pour la retraite dont la moitié représente l'indemnité d'éloignement.

La S.N.C.F. doit également verser, le cas échéant, pour le compte des intéressés, la valeur des 1/12 des augmentations de traitement correspondant à des changements d'échelon ou d'échelle.

L'article 5 est à compléter en conséquence par l'alinéa ci-dessous qui sera ajouté à la plume :

« La S.N.C.F. verse également à la Caisse des Retraites, pour le compte des intéressés, la valeur du 1/12 de chaque augmentation annuelle de traitement correspondant à un changement d'échelon ou d'échelle ».

Le numéro et la date du présent Rectificatif seront inscrits dans la marge de l'Avis Général précité.

Paris, le 12 avril 1943.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE

des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

RECTIFICATIF N° 2 A L'AVIS GÉNÉRAL

du 1^{er} mars 1943

« Dispositions applicables aux agents de la S.N.C.F.
qui vont travailler en Allemagne »

P

DISTRIBUTION			
EX	MT	VB	
1 à 4	1-2	1	
11 à 14	11 à 49	10 à 13	
18	64	31 à 33	
21		41-43	
31	91 à 93	57	
		61-64	
		86-87	
91 à 93		91-92	

P I

N° 2

— L'Avis Général P1 n° 2 a été complété par les dispositions applicables aux agents (agents du cadre permanent ou auxiliaires) appartenant aux classes soumises au Service du Travail Obligatoire, qui sont partis à ce titre travailler en Allemagne et qui ne sont pas compris dans la 1^{re} catégorie définie à l'article 1^{er} du dit Avis Général.

— L'article 5 relatif au maintien des droits à la retraite a été, d'autre part, modifié pour tenir compte des augmentations de rémunération dont l'agent aurait bénéficié s'il était demeuré en service.

— L'article 6 relatif à la Caisse de Prévoyance a été modifié pour tenir compte du nouveau mode de détermination des cotisations.

— L'article 8 enfin a été complété pour préciser le droit des auxiliaires qui ne sont pas admis au cadre permanent à être réintégrés à leur retour en France dans l'emploi qu'ils occupaient avant leur départ.

Il y a lieu, en conséquence, de rectifier l'Avis Général P1 n° 2 comme il est indiqué ci-après :

Article 1^{er}.

✕ Intercaler, entre le 4^e et le 5^e alinéas, l'alinéa ci-après :

« 4^e catégorie — Agents appartenant aux classes soumises au Service du Travail Obligatoire, partis à ce titre travailler en Allemagne et qui ne sont pas compris dans la « 1^{re} catégorie ci-dessus. »

Article 5 — Droits à la retraite.

Rédiger comme suit cet article :

« L'agent affilié à la Caisse des Retraites de la S.N.C.F. conserve ses droits à la retraite sans avoir à payer de cotisation. La S.N.C.F. verse à cet effet pour lui à la Caisse des Retraites, une cotisation égale à 17/95 de la somme des éléments de rémunération (traitement et accessoires) comptant pour la retraite dont il bénéficierait s'il était demeuré en service. (Les accessoires à prendre en considération sont ceux définis aux articles 23 et 24 du Fascicule II du Règlement du Personnel). »

Article 6 — Affiliation à la Caisse de Prévoyance.

Rédiger comme suit cet article :

« L'agent affilié à la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F. y demeure affilié sans avoir à payer de cotisation. La S.N.C.F. verse à cet effet pour lui à la Caisse de Prévoyance, les cotisations patronale et ouvrière correspondant à son échelle. »

Article 8.

Ajouter à la fin de l'article un alinéa rédigé comme suit :

« Les auxiliaires qui ne sont pas admis au Cadre permanent ont droit à leur retour en France à être réintégrés dans l'emploi qu'ils occupaient avant leur départ, dans les conditions prévues par la loi du 2 octobre 1942 (J. O. du 4 octobre 1942). »

Ajouter après l'article 19 :

« Dispositions applicables aux agents de la 4^e catégorie. »

Article 20.

« Les dispositions des articles 3 (à l'exception du dernier alinéa), 4, 5, 6, 8 (dernier alinéa), 16, 17 sont applicables aux agents de la 4^e catégorie. »

Les rectifications seront faites à la plume et l'Avis Général sera annoté par l'indication du numéro et de la date du présent rectificatif.

Paris, le 7 mars 1944.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

ERRATUM

P

AU RECTIFICATIF N° 2 à l'AVIS GÉNÉRAL

P 1

du 1^{er} mars 1943.

N° 2

"Dispositions applicables aux agents de la S.N.C.F. qui vont travailler en Allemagne".

DISTRIBUTION		
P 1		
EX	MT	VB
1 à 4	1 - 2	1
11 à 14	11 à 49	10 à 13
18	64	31 à 33
21		41 - 43
31	91 à 93	57
		61 - 64
		86 - 87
91 à 93		91 - 92

ARTICLE 5. - DROITS A LA RETRAITE

au lieu de : "Rédiger comme suit cet article"

il faut : "Rédiger comme suit le 1^{er} alinéa de cet article".

1^{er} avril 1944.

P

RECTIFICATIF N° 3
A L'AVIS GÉNÉRAL

du 1^{er} mars 1943

« Dispositions applicables aux agents de la S.N.C.F.
qui vont travailler en Allemagne »

P 1

N° 2

DISTRIBUTION

P 1

EX	MT	VB
1 à 4	1 - 2	1
11 à 14	11 à 49	10 à 13
18	64	31 à 33
21		41 - 43
31	91 à 93	57
		61 - 64
		86 - 87
91 à 93		91 - 92

Il a été décidé de maintenir les allocations familiales aux agents (agents du cadre permanent ou auxiliaires) qui vont travailler en Allemagne et qui ne bénéficient pas de l'indemnité d'éloignement, lorsque les enfants pour lesquels les intéressés peuvent prétendre au bénéfice des dites allocations n'y donnent pas droit par ailleurs.

Ces dispositions qui ont effet du 1^{er} janvier 1944 sont applicables aux agents appartenant aux 2^e, 3^e et 4^e catégories définies à l'article 1^{er} de l'Avis Général P1 n° 2.

L'Avis Général P1 n° 2 a été d'autre part mis à jour pour tenir compte que l'indemnité d'éloignement n'est plus payée depuis le 15 novembre 1943 qu'aux agents appartenant à la 1^{re} catégorie.

Les articles 19 et 20 ont été en conséquence modifiés et un article 21 a été ajouté.

La rectification utile est à faire en collant le béquet ci-dessous page 6 sous le titre « Dispositions applicables aux agents des 2^e et 3^e catégories ».

Paris, le 22 avril 1944.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

80/W. 18.951. — Paris, Imprimerie administrative Centrale, 8, rue de Furstenberg. C.O.L. N° 31-1572 (3311) - Marché 201

article 19 ♦

Les dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 8 (1), 16, 17 sont applicables aux agents des 2^e et 3^e catégories.

article 20 ♦

Les intéressés reçoivent la totalité des allocations prévues par le Code de la Famille (allocation familiale proprement dite, allocation de salaire unique et, le cas échéant, complément d'allocation familiale attribué au titre de l'un des régimes transitoires du Code de la famille). Ils reçoivent également l'allocation familiale supplémentaire (2).

Ces allocations qui peuvent éventuellement se cumuler avec la délégation familiale sont payées à la personne qui a effectivement la charge des enfants sous condition :

1° — qu'elle n'exerce pas une activité rémunérée lui permettant de prétendre aux allocations familiales de la part de son employeur ;

2° — qu'elle fournisse la preuve que l'agent travaille bien en Allemagne, par exemple en produisant une carte ou une lettre de l'agent provenant de la résidence où il travaille en Allemagne.

Les sommes payées à ce titre recevront l'imputation prévue à l'article 18.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AGENTS DE LA 4^e CATÉGORIE

article 21 ♦

Les dispositions des articles 3 (à l'exception du dernier alinéa), 4, 5, 6, 8 (dernier alinéa), 16, 17 et 20 sont applicables aux agents de la 4^e catégorie.

Paris, le 1^{er} mars 1943.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

♦ (1) A l'exception de la partie du 2^e alinéa qui renvoie aux avantages prévus par l'article 2.
♦ (2) Voir le renvoi 4, page 2.

Paris, le 6 août 1943

1ère Division

P. 9.685

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services A et F,

OBJET : Régime applicable aux agents de la S.N.C.F. détachés à la D.R.B.
en cas de maladie ou d'accident du travail.

Je vous adresse ci-après une notice indiquant le régime applicable, en cas de maladie ou d'accident du travail, aux agents de la S.N.C.F. détachés à la Deutsche Reichsbahn :

- 1°) lorsqu'ils tombent malades (ou sont accidentés du travail) pendant leur séjour en Allemagne.
- 2°) lorsqu'ils tombent malades au cours d'une permission.
- 3°) lorsque, malades ou accidentés du Travail, ils rentrent en France, leur contrat de travail terminé.

Le régime défini dans la notice ci-après est applicable, le cas échéant avec effet rétroactif, à tous les agents de la S.N.C.F. (cadre permanent ou auxiliaires) occupés par la D.R.B.

Pour permettre la mise en vigueur des dispositions prévues aux articles 4 et 5 en ce qui concerne les auxiliaires, chaque Service devra adresser dans le plus court délai possible au Service visé au § 1er de l'article 4 (Service des subsistants de la S.N.C.F. 11 rue de Laborde à Paris VIII), la liste nominative des auxiliaires occupés à la D.R.B. à la date du 1er août 1943. Cette liste comportera les renseignements ci-après :

- Nom et prénoms de l'auxiliaire;
- date de naissance;
- état civil (célibataire, marié, etc...);
- établissement d'attache et résidence d'emploi avant le départ pour l'Allemagne;
- adresse domiciliaire actuelle des ayants droit (femme, enfants).

Pour éviter les retards de transmission, les Arrondissements adresseront directement leur liste au Service des subsistants sus-visé.

Les listes seront tenues à jour par l'envoi au début de chaque mois, à partir de Septembre, de listes rectificatives concernant les modifications survenues (nouveaux départs, retours d'auxiliaires après contrat terminé) pendant le mois écoulé.

Le Directeur,

R. BARTH.

REGIME APPLICABLE aux AGENTS de la S.N.C.F. DETACHES à la DEUTSCHE REICHSBAHN
en CAS de MALADIE ou d'ACCIDENT DU TRAVAIL

A - REGIME APPLICABLE AUX AGENTS DU CADRE PERMANENT (1)

ARTICLE 1^{er} - Situation des agents pendant leur séjour en Allemagne.

1. Tant qu'ils demeurent en Allemagne, les agents de la S.N.C.F. détachés à la D.R.B. bénéficient pour eux-mêmes, en cas de maladie ou d'accidents, des prestations de l'assurance allemande. Ils demeurent néanmoins affiliés à la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F. et leur famille continue à bénéficier des prestations de ladite Caisse.

2. En cas de décès en Allemagne, la S.N.C.F. et la Caisse de Prévoyance allouent aux ayants-droit du défunt les mêmes prestations (2) que si l'agent était décédé en activité de service en France, à l'exclusion toutefois, du remboursement des frais funéraires en cas d'accident du travail.

ARTICLE 2 - Situation des agents revenus définitivement en France.

1. Après leur retour en France, les agents malades ou blessés dont le contrat de travail en Allemagne est terminé, sont repris en compte par la S.N.C.F. dans la position d'agents malades ou blessés. Ils ne reçoivent plus aucune prestation de l'assurance allemande et doivent s'adresser à leur Chef d'établissement ou au Chef d'établissement le plus voisin qui les fait soigner par le médecin de la S.N.C.F.

2. Les agents malades reçoivent le salaire de maladie correspondant à leur grade et à leur résidence d'emploi déterminé conformément aux dispositions du fascicule X du Règlement du Personnel. Ce salaire leur est payé en principe à partir du jour où ils cessent de recevoir les prestations de l'assurance allemande. Cette date constitue le premier jour de maladie pour l'application des dispositions de l'article 39 du Fascicule X - Titre I - du Règlement du Personnel.

3. Les agents qui ont été victimes en Allemagne d'un accident du travail, reçoivent, pendant la durée de leur incapacité de travail le salaire de blessures en service déterminé conformément aux dispositions du Fascicule X du Règlement du Personnel. Ce salaire leur est payé en principe à partir du jour où ils cessent de recevoir les prestations de l'assurance allemande.

4. La rémunération à prendre en considération en cas d'accident du travail, pour le calcul du salaire de blessure, et, éventuellement, de la rente accident est celle dont l'agent aurait bénéficié pendant les 12 mois ayant précédé l'accident s'il était demeuré en activité de service à la S.N.C.F. dans un emploi de son grade à sa résidence d'emploi. Si cette rémunération comprend des primes variables, celles-ci sont évaluées pour la période pendant laquelle l'agent était en Allemagne, suivant les règles prévues à l'article 24 du Fascicule II du Règlement du Personnel. Les autres éléments variables (indemnités pour heures supplémentaires, pour dérogations aux règles de travail, etc...) qu'aurait pu recevoir l'agent pendant cette période, sont évalués d'après la valeur moyenne des mêmes éléments effectivement touchés par les agents du même grade appartenant au même établissement.

5. Les agents blessés en Allemagne sont traités comme blessés en service lorsque, compte tenu de la jurisprudence française, les circonstances de l'accident permettent de considérer celui-ci comme un accident du travail.

Dans le cas où l'agent ne peut fournir de justification suffisante à ce sujet, le service s'efforce d'obtenir tous renseignements utiles; l'intéressé est traité provisoirement comme un agent malade et sa situation est, le cas échéant, régularisée rétroactivement.

6. Tout accident du travail survenu en Allemagne à un agent de la S.N.C.F. détaché à la R.B. donne lieu aux formalités habituelles de déclaration d'accident du travail et de dépôt du certificat médical.

(1) Y compris les auxiliaires, qui du fait de leur détachement à la D.R.B., ont été admis au cadre permanent.

(2) La rémunération à prendre en considération pour le calcul de ces prestations est déterminée suivant les règles indiquées aux §§ 2 à 4 de l'article 2 pour le calcul du salaire de maladie ou de blessure.

7. Il n'y a pas lieu de déclarer au fonds national de Solidarité les accidents du travail résultant de faits de guerre survenus en Allemagne.

8. Les salaires de maladie ou de blessure ne peuvent se cumuler avec les avantages financiers prévus par l'Avis Général P I n° 2.

ARTICLE 3 - Situation des agents revenant en France en permission ou pour se soigner.

1. Pendant leur séjour en France, les agents dont le contrat de travail en Allemagne n'est pas terminé ne reçoivent, s'ils sont malades ou blessés, aucune prestation de l'assurance allemande et doivent s'adresser à leur chef d'établissement ou au chef d'établissement le plus voisin qui les fait soigner par le médecin de la S.N.C.F.

Les intéressés doivent toutefois se soumettre au contrôle du médecin allemand et ne peuvent sur le seul avis du médecin de la S.N.C.F. se considérer comme autorisés à prolonger leur séjour en France.

2. Les agents malades reçoivent le salaire de maladie déterminé comme il est indiqué au § 2 de l'article 2. Ce salaire leur est payé, en principe, à partir du jour où ils cessent de recevoir les prestations de l'assurance allemande, ou, s'il s'agit d'agents qui sont tombés malades au cours de leur permission, au plus tôt à partir du jour où ils cessent d'être payés par la D.R.B.

3. Les agents qui ont été victimes en Allemagne d'un accident du travail reçoivent pendant la durée de leur incapacité de travail le salaire de blessure en service déterminé comme il est indiqué aux §§ 3 et 4 de l'article 2. Ce salaire leur est payé en principe à partir du jour où ils cessent de recevoir la prestation de l'assurance allemande ou, s'il s'agit d'une rechute au cours d'une permission, au plus tôt à partir du jour où ils cessent d'être payés par la D.R.B.

4. En cas de décès de l'agent en France, consécutif à une maladie contractée ou à un accident survenu en Allemagne, la S.N.C.F. et la Caisse de Prévoyance allouent aux ayants-droit du défunt les mêmes prestations (1) que s'il s'agissait d'un agent en activité de service décédé des suites de maladie ou de blessures en service.

5. Les dispositions des §§ 5, 6, 7 et 8 de l'article 2 sont également applicables aux agents visés par la présent article.

B - REGIME APPLICABLE AUX AUXILIAIRES.

ARTICLE 4 - Situation des auxiliaires pendant leur séjour en Allemagne.

1. Tant qu'ils demeurent en Allemagne, les auxiliaires de la S.N.C.F. détachés à la D.R.B. bénéficient pour eux-mêmes en cas de maladie ou d'accident des prestations de l'assurance allemande.

Leurs familles demeurées en France bénéficient des prestations des assurances sociales qui leur sont dispensées par la S.N.C.F. Une notice spéciale établie au nom de chaque auxiliaire est adressée à sa famille et donne aux ayants-droit toutes indications utiles à ce sujet. Sur présentation de cette notice les intéressés peuvent obtenir des établissements de la S.N.C.F. les feuilles de soins qui leur sont nécessaires.

Un service constitué à cet effet et installé dans les locaux de la Caisse de Prévoyance 11 rue de Laborde à Paris VIII^e est chargé de remplir les formalités administratives utiles.

2. En cas de décès de l'auxiliaire survenu en Allemagne :

- si le décès est la conséquence d'un accident du travail, la S.N.C.F. alloue aux ayants-droit du défunt le secours visé à l'article 102 du fascicule XXI du Règlement du Personnel (2), à l'exclusion du remboursement des frais funéraires;
- si le décès n'est pas la conséquence d'un accident du travail, les ayants-droit reçoivent les prestations décès prévues par la législation des assurances sociales. Ces prestations sont dispensées aux intéressés par l'intermédiaire du Service spécial de la S.N.C.F. visé au § 1 ci-dessus.

.....

(1) Voir le renvoi (2) du § 2 de l'article 1er.

(2) Ce secours est payé par le Service qui occupait l'auxiliaire avant son départ pour l'Allemagne; il est calculé sur la base du salaire qu'aurait effectivement touché l'intéressé s'il avait été en service à la S.N.C.F. au moment de l'accident.

ARTICLE 5 - Situation des auxiliaires après leur retour en France.

1. Après leur retour en France, les auxiliaires de la S.N.C.F. détachés à la D.R.B. ne reçoivent plus aucune prestation de l'assurance allemande.
2. S'ils sont malades ou blessés, ils doivent le faire connaître dès que possible à leur chef d'établissement ou au chef d'établissement de la S.N.C.F. le plus proche.
3. Les auxiliaires malades reçoivent pendant leur séjour en France par l'intermédiaire de la S.N.C.F. des prestations analogues à celles prévues par la législation des assurances sociales. Le Service spécial visé au § 1 de l'article 4 est chargé d'assurer le service des dites prestations.
4. Les auxiliaires qui ont été victimes d'un accident du travail alors qu'ils étaient détachés à la D.R.B. sont traités à tous points de vue comme s'ils avaient été blessés au service de la S.N.C.F. en France.

Ceux des intéressés dont le contrat de travail en Allemagne n'est pas terminé (auxiliaires dont le retour en France n'est pas définitif), doivent toutefois se soumettre au contrôle du médecin allemand et ne peuvent, sur le seul avis du médecin français, se considérer comme autorisés à prolonger leur séjour en France.

5. A partir du jour où les intéressés cessent de bénéficier des prestations de l'assurance allemande, ils reçoivent de la S.N.C.F. l'indemnité journalière prévue par la loi du 9 avril 1898 et les lois ultérieures qui en ont complété ou modifié les dispositions. Cette indemnité est payée par le service qui occupait l'auxiliaire avant son départ pour l'Allemagne.

6. L'indemnité journalière est calculée sur la base du salaire journalier qu'aurait effectivement touché l'auxiliaire s'il avait été en service à la S.N.C.F. au moment de l'accident. Ce salaire journalier est évalué en considérant le salaire moyen payé au moment de l'accident aux auxiliaires de la même catégorie appartenant au même établissement.

L'indemnité journalière est portée aux 2/3 du salaire journalier à partir du 33ème jour d'incapacité de travail compté de la date de l'accident en Allemagne.

7. L'indemnité journalière ne peut se cumuler avec les avantages financiers prévus par l'Avis Général P I N° 2.

8. En cas d'incapacité permanente, la rente est liquidée conformément au Droit français sur la base du salaire effectivement touché à la S.N.C.F., par l'auxiliaire ou du salaire qu'il aurait effectivement touché s'il avait été en service à la S.N.C.F. pendant les douze mois précédant l'accident.

Le salaire correspondant aux périodes pendant lesquelles l'intéressé n'était pas encore à la S.N.C.F. ou pendant lesquelles il était détaché à la D.R.B. est évalué d'après la rémunération moyenne des auxiliaires de la même catégorie et du même établissement pendant les dites périodes.

9. En cas de décès de l'auxiliaire en France consécutif à une maladie contractée ou à un accident survenu en Allemagne, les ayants-droit du défunt reçoivent les prestations indiquées au § 2 de l'article 4 auxquelles s'ajoute le remboursement des frais funéraires si le décès est la conséquence d'un accident du travail.

10. Les dispositions des §§ 5, 6, 7 de l'article 2 sont également applicables aux auxiliaires.

ARTICLE 6 - Dispositions comptables

1. Les secours au décès payés par la S.N.C.F. en vertu du § 2 de l'article 1^{er} et du § 4 de l'article 3; les dépenses résultant des prestations prévues aux §§ 2, 3 et 4 de l'article 2; 2 et 3 de l'article 3; 1 et 2 de l'article 4; 3, 5, 8 et 9 de l'article 5 ainsi que les frais de gestion du Service spécial de la S.N.C.F. visé au § 1 de l'article 4, sont imputés au § 5 (charges patronales relatives au personnel détaché en Allemagne) de l'article 18 du Chapitre 1^{er} - Nomenclature de guerre.

Qt.G.

H.V.D. PARIS
EJPJ Pwhk

Paris, le 11 août 1943

S.N.C.F. - Direction Générale
88, rue St-Lazare - PARIS

Objet : Défense des intérêts des agents de la S.N.C.F. occupés à la Reichsbahn.

Référence : Votre lettre du 29.5.43 - W 4442.

Le Ministère aux Communications du Reich à BERLIN a approuvé votre demande et a donné des instructions aux R.B.D. et aux services de la Reichsbahn, pour que les mesures suivantes soient prises lors du décès d'un agent de la S.N.C.F. occupé à la Reichsbahn :

1°) La direction générale de la S.N.C.F. devra être avisée directement.

2°) Les agents de la S.N.C.F. occupés à la même résidence d'emploi que le défunt ou une délégation de ces agents seront autorisés à assister à l'inhumation.

COPIE à Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux
à titre d'information - Paris le, 17 Août 1943.

Le Directeur,

humi lfm

Signé : SPALDING

5°) On veillera à ce que les agents de la S.N.C.F. soient inhumés dans une fosse séparée, afin de pouvoir effectuer sans difficultés le transfert ultérieur du corps en France.
Pendant la durée de la guerre il n'est pas possible de transférer dans leur pays les corps d'ouvriers étrangers décédés.
Nous vous prions de vous charger vous-même d'informer le service d'attache et les parents du défunt, afin d'éviter des confusions et des erreurs de transmission.

Qt.3.

H.V.D. PARIS
E3P3 Fwhk

Paris, le 11 août 1943

S.N.C.F. - Direction Générale

88, rue St-Lazare - PARIS

Objet : Défense des intérêts des agents de la S.N.C.F. occupés à la Reichsbahn.

Référence : Votre lettre du 29.5.43 - W 4442.

Le Ministère aux Communications du Reich à BERLIN a approuvé votre demande et a donné des instructions aux R.B.D. et aux services de la Reichsbahn, pour que les mesures suivantes soient prises lors du décès d'un agent de la S.N.C.F. occupé à la Reichsbahn :

1°) La direction générale de la S.N.C.F. devra être avisée directement,

2°) Les agents de la S.N.C.F. occupés à la même résidence d'emploi que le défunt ou une délégation de ces agents seront autorisés à assister à l'inhumation.

COPIE à Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,

Messieurs les Directeurs des Services Centraux

à titre d'information - Paris le, 17 Août 1943.

Le Directeur,

Henri Lefevre

Signé : SPALDING

P. 9806

Paris, le 13 septembre 1943

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région du SUD-OUEST,

Par votre lettre du 31 août 1943, vous m'avez demandé à la suite de ma lettre P. 9886 du 6 août 1943 fixant le régime à appliquer aux agents de la S.M.C.F. détachés à la D.R.O. en cas de maladie ou d'accident du travail, de vous donner des précisions sur les points suivants :

1°) Quelle est la situation au regard de la législation française sur les accidents du travail des ayants-droit d'agents décédés en Allemagne dans le cas où le décès est consécutif à un accident survenu en service ?

2°) Comment doivent être traités, au regard de la même législation, les agents victimes de bombardement en Allemagne ?

J'ai l'honneur de vous faire connaître que dans l'un et l'autre cas, la conduite à tenir à l'égard des intéressés est la même que si l'accident était survenu en France ou que si l'agent avait été victime d'un bombardement en France.

Les dispositions des §§ 4 - 5 - 6 - 7 de l'article 2 de la lettre P. 9886 susvisée sont notamment applicables, en cas de décès en Allemagne, en ce qui concerne le calcul de la rente accident et l'accomplissement des formalités habituelles de déclaration d'accident du travail.

Le Directeur,

R. BARTH.

COPIE à Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
EST, NORD, OUEST, SUD-EST.
à Messieurs les Directeurs des Services A et F.

Paris, le 4 octobre 1943

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux A et F,

OBJET : Détermination de l'organisme à la charge duquel incombe le paiement de l'allocation à la première naissance aux agents de la S.N.C.F. travaillant en Allemagne.

Je vous prie de prendre note que, conformément aux dispositions d'une circulaire Tr. n° 76 du 8 septembre 1943 du Ministère du Travail, l'allocation à la première naissance doit être prise en charge par les organismes désignés ci-après, en ce qui concerne les agents de la S.N.C.F. qui travaillent en Allemagne

- 1°) L'agent est bénéficiaire de l'indemnité d'éloignement, à la date de la naissance de son premier enfant.

L'allocation est payée par la S.N.C.F.

Il est précisé que la seconde fraction de l'allocation devant être dans tous les cas payée par l'organisme ou la collectivité qui a servi la première, la S.N.C.F. doit verser la seconde fraction même si, à l'époque de l'échéance, l'agent a cessé de bénéficier de l'indemnité d'éloignement.

20) La famille de l'agent est bénéficiaire de la "délégation familiale". à la date de la naissance du premier enfant.

La charge de l'allocation incombe :

a) à l'organisme dont dépend l'épouse de l'agent, lorsque celle-ci exerce une activité professionnelle en France ;

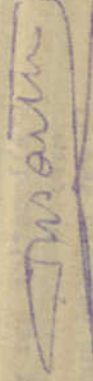
b) à la mairie de la résidence de l'épouse, si celle-ci ne travaille pas.

D'autre part, dans l'hypothèse où l'agent et sa femme travaillent hors de France, si leur premier enfant naît, soit en Allemagne, soit sur un territoire autre que celui de la France métropolitaine, l'allocation à la première naissance ne peut être attribuée. Il appartient, le cas échéant, à ce ménage de faire valoir les droits qu'il pourrait tenir d'une réglementation spéciale auprès du Service de la Main-d'Oeuvre française en Allemagne.

également

Les dispositions de la présente lettre sont applicables au personnel auxiliaire.

Le Directeur,



SOCIÉTÉ NATIONALE DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

Service Central
du Personnel.

2ème Division

Réf. : 7 074

Paris, le 15 Octobre 1943

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions.

Je vous prie de prendre note des indications suivantes concernant la prise en charge, du point de vue social, des familles d'agents appartenant aux Services Centraux, partis travailler en Allemagne, ou retenus encore comme prisonniers de guerre.

La Région sur laquelle s'effectuent les voyages d'aller ou de retour, assure l'organisation de ceux-ci et prend toutes dispositions utiles à cet effet.

Le Service auquel appartient l'intéressé fait son affaire de l'envoi des colis et des relations à maintenir avec celui-ci. Si sa famille estime devoir faire appel à un de nos Organisations sociales, elle doit s'adresser à la Région sur l'étendue de laquelle se trouve sa résidence, afin qu'une Assistante Sociale puisse lui rendre visite et s'enquérir de ses besoins, en vue d'intervenir dans la mesure de nos possibilités et de nos moyens.

Ceux de nos fonctionnaires qui se rendent en Allemagne, pour visiter nos agents, se munissent des listes des lieux de travail entre lesquels ils se trouvent répartis et font leur possible pour s'y rendre et y rencontrer

16 OCT 1943

le personnel intéressé. Il appartient aux Services Centraux de faire connaître, en temps utile, au Service Central du Personnel, les noms, adresses et indication de lieux d'affectation des membres de leur personnel partis travailler en Allemagne.

Le Directeur,
signé : BARTH

Copie adressée à :

- MM. les Directeurs des Services Centraux,
- MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

en leur précisant qu'un colis, de même consistance que ceux dont ont bénéficié nos agents prisonniers de guerre, à l'occasion des Fêtes de Noël et de Pâques, doit être envoyé à chaque agent parti travailler en Allemagne, dès que la durée de son séjour dans ce pays aura atteint 3 mois.

La dépense correspondante, y compris les frais d'envoi, est à imputer au Chapitre Ier, article 18, § 6 du Budget d'Exploitation (Dépenses diverses engagées pour le personnel détaché en Allemagne).

Paris, le 13 Octobre 1943
Le Directeur,

Trusaut

over lettered T. S. G. M. 2. 8. 1890

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

Core Division

p. 678

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux.

Il peut arriver que des agents détachés en Allemagne éprouvent des difficultés à renouveler leurs vêtements.

Afin de remédier à cette situation la S.N.C.F. a décidé de fournir, à titre onéreux, à ceux des intéressés qui en feront la demande, des vêtements d'uniforme (veston et pantalon) ce comportant pas l'écusson S.N.C.F.

Ces vêtements seront fournis au prix de revient, soit, jusqu'à nouvel avis, 440 f pour le veston et 260 f pour le pantalon.

Ils seront considérés comme fournis en première mise et les agents qui les recevront n'auront par suite, pas à remettre en échange de vêtements usagés. Les chefs d'établissement devront se conformer à la procédure prévue aux 3 derniers alinéas de l'article 104 du supplément à l'Instruction Générale Série Personnel n° 25 concernant la délivrance des vêtements neufs sans remise en contre-partie de vêtements usagés.

28 APRIL 1944

Les agents désireux d'obtenir des vêtements dans ces conditions devront en adresser par écrit la demande à leur chef local; Ils joindront à cette demande le croquis ci-contre après l'avoir complété par l'indication, très exacte de leurs mesures.

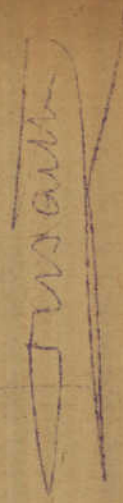
Le croquis sera donné dans les B.d.

Les vêtements commandés seront expédiés par les soins de la S.N.C.F. aux militaires et périls des destinataires. Le montant en sera recouvré de la façon suivante:

- Pour les agents qui continuent à recevoir de la S.N.C.F. l'indemnité d'éloignement la valeur des vêtements fournis sera retenue, par mensualités de 100 f.

- Les agents qui ne reçoivent pas l'indemnité d'éloignement pourront, soit faire verser à la S.N.C.F. par leur famille le montant de la somme due par eux, soit demander que cette somme soit portée à leur débit et s'engager à la rembourser à leur retour en France.

Le Directeur,



CX =
SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL.

1ère Division

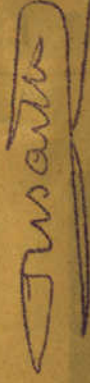
N° P. 836

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des
Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

Par note P. 618 du 26 Avril, je vous ai indiqué que la S.N.C.F. pourrait
fournir, à titre onéreux, des vêtements d'uniforme aux agents détachés en Allemagne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les dispositions de cette note
sont également applicables aux agents ex-prisonniers de guerre qui ont été transfor-
més en travailleurs libres.

Le Directeur,



A ne pas reproduire

Service Central du Personnel
N° P. 836

2 JUIN 1944

AB⁷S.N.C.F.1^{er} Juillet 1944.Secrétariat de la
Direction Générale

D 4171/34

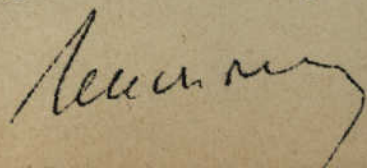
Messieurs les Directeurs des
Services Centraux
Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions

Le courrier de service destiné aux agents travaillant en ALLEMAGNE doit être dirigé dorénavant sur le Secrétariat de la Direction Générale, qui se charge de l'acheminer sur sa destination par l'intermédiaire de la Liaison W-H.V.D. dans le courrier adressé à M. ADAM.

Les correspondances doivent être remises sous enveloppe ouverte ; s'agissant de courrier de service, les pièces à expédier doivent se rapporter à la gestion administrative du personnel ou à toute question d'ordre professionnel, à l'exclusion des correspondances de caractère privé.

En sens inverse, M. ADAM ralliera le courrier de service des agents travaillant en ALLEMAGNE et le fera parvenir par la Liaison W-H.V.D., au Secrétariat de la Direction Générale, qui le ventilera entre les services destinataires.

L' Inspecteur Général,



Paris, le 13 Juillet 1944.

S.N.C.F.

Service Central
du Personnel

2ème Division

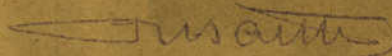
N° 2341.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions.

Par lettre P.518 du 26 avril, je vous ai fait connaître qu'il a été décidé de fournir, à titre onéreux, aux agents détachés à la Reichsbahn qui en feraient la demande, des vêtements d'uniforme ne comportant pas l'écusson S.N.C.F.

Certains de ces agents ayant exprimé le désir de recevoir des vêtements munis d'écussons, je vous laisse le soin de joindre à ceux qui sont destinés à des agents du cadre permanent un jeu d'écussons qu'ils pourront fixer eux-mêmes sur les vêtements qui leur sont attribués.

Le Directeur,



Copie à M.M. les Directeurs des Services Centraux.

S.N.C.F.

Service Central
du Personnel

2ème Division

N° 2341.

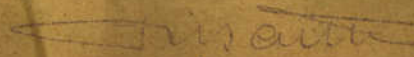
Paris, le 13 Juillet 1944.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

Par lettre P.518 du 26 avril, je vous ai fait connaître qu'il a été décidé de fournir, à titre onéreux, aux agents détachés à la Reichsbahn qui en feraient la demande, des vêtements d'uniforme ne comportant pas l'écusson S.N.C.F.

Certains de ces agents ayant exprimé le désir de recevoir des vêtements munis d'écussons, je vous laisse le soin de joindre à ceux qui sont destinés à des agents du cadre permanent un jeu d'écussons qu'ils pourront fixer eux-mêmes sur les vêtements qui leur sont attribués.

Le Directeur,



Copie à M.M. les Directeurs des Services Centraux.

Re-L.

S.N.C.F.

Service Central
du Personnel

Recrue Division

N° 2.412

Paris, le 22 Juillet 1944.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions.
M.M. les Directeurs des Services Centraux.

LA S.N.C.F. et le Comité de Solidarité envoient périodiquement des colis à nos agents prisonniers de guerre en Allemagne, ainsi qu'à ceux qui ont été envoyés à la Reichsbahn comme travailleurs libres.

J'ai l'honneur de vous informer que les agents arrêtés par les autorités allemandes et envoyés en Allemagne comme prisonniers civils pouvant également bénéficier de ces envois dans tous les cas où leur famille reçoit de la S.N.C.F. une allocation mensuelle ou s'il s'agit de célibataires, dans les cas où une allocation mensuelle est mise en réserve à leur nom.

Le Directeur.

10130112

Ex.

Page 1

LE MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

Paris, le 10 Novembre 1944.

Monsieur le Ministre

Messieurs les Directeurs des Régions.

N° 1267.

Depuis fin août, je reçois et vous devez recevoir également des lettres de familles d'agents qui demandent à être renseignées sur le sort de ceux de leurs membres travaillant actuellement en Allemagne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à ce jour, il n'existe aucun moyen de correspondre normalement avec les intéressés, mais qu'un message familial contenant au maximum 25 mots de caractère strictement personnel et familial peut leur être adressé mensuellement par l'intermédiaire de la Croix-Rouge française.

Les formules nécessaires sont en vente au prix de 10^f l'exemplaire - à Paris, au siège de la Croix-Rouge - 3, rue Spontini (16^e)

- en Province, au siège des Comités locaux de la Croix-Rouge.

Pour l'expédition en Allemagne, ces messages peuvent être déposés à l'écovert aux sièges parisiens ou provinciaux de la Croix-Rouge ou

.....

adressés isolément par la poste, sous pli affranchi, à l'adresse suivante :

"Service Central de la Croix-Rouge française"
(Messages familiaux)

Courriers et transmissions, Boîte postale 380, Bureau XVI - PARIS -

Après réception du message, le destinataire a la faculté de répondre à son correspondant en utilisant le verso de la formule.

Je vous demanderais de faire aviser de ces dispositions les familles de nos agents actuellement en Allemagne.

Le Directeur

Le Chef de la Division Générale
de l'Administration du Personnel,

